

RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 04783
Numéro SIREN : 484 963 699
Nom ou dénomination : 6ème SENS IMMOBILIER - INVESTISSEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 20/12/2019 sous le numéro de dépôt B2019/057114

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2019/057114**
n° de gestion : **2005B04783**
n° SIREN : **484 963 699 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 20/12/2019 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

6ème SENS IMMOBILIER - INVESTISSEMENT - Société par actions simplifiée
30 quai Claude Bernard 69007 Lyon -FRANCE-

date de clôture : 31/07/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



5397510

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/07/2019	Net 30/06/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	108 439	108 439		8 982
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	427 000		427 000	427 000
Constructions	4 210 700	1 056 932	3 153 768	3 283 889
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 600 630	780 476	820 154	595 144
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	5 359 055		5 359 055	6 966 274
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	930 452		930 452	879 185
Prêts	8 106		8 106	401 700
Autres immobilisations financières	96 031		96 031	92 571
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 740 413	1 945 847	10 794 566	12 654 745
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	23 729		23 729	4 861
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	7 129 159		7 129 159	2 628 006
Autres créances	66 942 659		66 942 659	40 580 372
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	560 000		560 000	560 000
Disponibilités	5 968 070		5 968 070	5 215 653
Charges constatées d'avance (3)	214 524		214 524	95 700
TOTAL ACTIF CIRCULANT	80 838 141		80 838 141	49 084 591
Frais d'émission d'emprunt à étaler	781 381		781 381	502 005
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	94 359 935	1 945 847	92 414 088	62 241 341
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			1 800	13 800
(3) Dont à plus d'un an (brut)				17 418

Bilan passif

	31/07/2019	30/06/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 025	1 025
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	400 000	400 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	17 118 688	15 501 002
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	311 190	5 067 686
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	21 830 903	24 969 713
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	51 549 569	26 034 240
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 500 381	3 266 806
Emprunts et dettes financières diverses (3)	14 362 718	6 243 676
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	428 651	262 487
Dettes fiscales et sociales	1 683 866	975 558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	50 000	480 860
Produits constatés d'avance (1)	8 000	8 000
TOTAL DETTES	70 583 185	37 271 627
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	92 414 088	62 241 341
(1) Dont à plus d'un an (a)	52 490 650	28 206 774
(1) Dont à moins d'un an (a)	18 092 535	9 064 854
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	35 755	87 408
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/07/2019	30/06/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	11 346 232		11 346 232	6 205 286
Chiffre d'affaires net	11 346 232		11 346 232	6 205 286
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				8 000
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			904 632	1 790 400
Autres produits			96	232
Total produits d'exploitation (I)			12 250 960	8 003 918
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			4 946 645	3 422 454
Impôts, taxes et versements assimilés			297 529	189 174
Salaires et traitements			3 198 393	1 912 413
Charges sociales			1 265 782	804 211
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			746 531	515 185
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			130 520	756 955
Total charges d'exploitation (II)			10 585 401	7 600 392
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 665 559	403 526
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			58 800	18 545
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			125 231	36 494
Produits financiers				
De participation (3)			1 105 531	6 069 161
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			9 147	
Autres intérêts et produits assimilés (3)			28	303
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			556 084	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 670 791	6 069 464
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				552 384
Intérêts et charges assimilées (4)			2 351 119	622 120
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			2 351 119	1 174 504
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-680 328	4 894 960
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			918 800	5 280 537

Compte de résultat (suite)

	31/07/2019	30/06/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 935	
Sur opérations en capital	1 717 549	-3 900
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	1 719 484	-3 900
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 628	6 146
Sur opérations en capital	2 273 633	100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	2 277 262	6 246
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-557 778	-10 146
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	49 832	202 705
Total des produits (I+III+V+VII)	15 700 035	14 088 027
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	15 388 844	9 020 341
BENEFICE OU PERTE	311 190	5 067 686
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	90 129	69 638
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	740 184	417 299
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	37 293	223 893

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS 6EME SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/07/2019, dont le total est de 92 414 088 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 311 190 EURO.

L'exercice a une durée de 13 mois, recouvrant la période du 01/07/2018 au 31/07/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/10/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/07/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ANS
- * Constructions :
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices

Règles et méthodes comptables

montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 10 854 EURO (dont un produit théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues à la date de clôture constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 21 172 EURO) a été porté au crédit du compte 699 - Crédits d'impôts.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution du poste d'impôts sur les bénéfices

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	108 439			108 439
Immobilisations incorporelles	108 439			108 439
- Terrains	427 000			427 000
- Constructions sur sol propre	917 030	52 948		969 978
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	3 151 018	89 704		3 240 722
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers				
- Matériel de transport	433 146	140 001	1	573 146
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	811 825	221 848	6 188	1 027 484
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 740 020	504 500	6 189	6 238 331
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	7 522 358	120 230	2 283 533	5 359 055
- Autres titres immobilisés	879 185	51 267		930 452
- Prêts et autres immobilisations financières	494 271	3 460	393 594	104 137
Immobilisations financières	8 895 814	174 957	2 677 127	6 393 643
ACTIF IMMOBILISE	14 744 272	679 457	2 683 316	12 740 413

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		504 500	174 957	679 457
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		504 500	174 957	679 457
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		6 189	2 677 127	2 683 316
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		6 189	2 677 127	2 683 316

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-EURO

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SAS 6EME SENS PARTICIPATION	1	-775	79,87	1	1	2 017			-548	
SASU SOIERIES CANOVA	40		100,00	40	40	48				
SAS 6EME SENS IMMOBILIER ENT	100	29 504	80,00	80	80	16 082		2 813	14 878	
SAS COMPAGNIE LYONNAISE IM	300	8 040	99,80	3 520	3 520	10 103		18 171	1 638	
SAS 6EME SENS IMMOBILIER	37	133	85,00	455	455			553	25	
SAS 6EME SENS REAL ESTATE	10	2 383	80,00	127	127	24 231		2 566	1 616	
SAS KEYS	1	389	51,00	1	1	7 080		3 897	389	198
SAS 6EME SENS IMMOBILIER PA	100	11 875	80,00	80	80			835	1 112	
SAS 6EME SENS PROMOTION	100	4 346	100,00	845	845	2 563		2 330	1 397	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SCI GATAR	1	-26	20,00			79		314	35	
SCI BUSTARICA	1		10,00							
SCI GRAMMONT	1	421	10,00					152	315	8
SARL BUREAU DE L'ETANG	12	377	20,00	2	2	25		2 022	375	75
SAS 6EME SENS IMMOBILIER DE	40	37	50,00	20	20	165		215	217	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	99 457	8 982		108 439
Immobilisations incorporelles	99 457	8 982		108 439
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	48 540	59 678		108 218
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	735 619	213 094		948 714
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	333 059	53 902		386 962
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	316 767	82 935	6 188	393 514
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 433 986	409 610	6 188	1 837 408
ACTIF IMMOBILISE	1 533 443	418 592	6 188	1 945 847

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 74 390 480 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	8 106	1 800	6 306
Autres	96 031		96 031
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 129 159	7 129 159	
Autres	66 942 659	66 942 659	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	214 524	214 524	
Total	74 390 480	74 288 143	102 337
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	393 594		

Produits à recevoir

	Montant
Clients fact. a établir	5 987 366
Interets courus a recevoir	739 402
Total	6 726 768

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	2
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	2

Capital social d'un montant de 4 000 000,00 EURO décomposé en 2 000 000 titres d'une valeur nominale de 2,00 EURO.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 70 583 185 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)	51 549 569	849 569	- 50 700 000	
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	35 755	35 755		
- à plus de 1 an à l'origine	2 464 626	673 976	1 200 964	589 685
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	428 651	428 651		
Dettes fiscales et sociales	1 683 866	1 683 866		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	14 412 717	14 412 717		
Produits constatés d'avance	8 000	8 000		
Total	70 583 185	18 092 535	51 900 964	589 685
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	25 000 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	716 451			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournis.fact.non parvenue	115 978
Int.courus s/aut.emp.obligataires	849 569
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédit	5 691
Associés - intérêts courus	37 293
Conges a payer	71 038
Org.soc. ch./conges payes	33 702
Etat autres ch. a payer	52 566
Cvae	92 702
Taxe sur les salaires a payer	13 773
Total	1 272 312

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat.d avance	214 524		
Total	214 524		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod.constates d avance	8 000		
Total	8 000		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/07/2019	30/06/2018
Produits financiers de participation	1 105 531	6 069 161
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9 147	
Autres intérêts et produits assimilés	28	303
Reprises sur provisions et transferts de charge	556 084	
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1 670 791	6 069 464
Dotations financières aux amortissements et provisions		552 384
Intérêts et charges assimilées	2 351 119	622 120
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	2 351 119	1 174 504
Résultat financier	-680 328	4 894 960

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transfert de charges d'exploitation	52 475	
79100009 - Transfert de charge exo	40 816	
79160000 - Transfert de charges-frais fin	607 316	
79164140 - Transfert ch av en nat auto	73 522	
	774 129	
Total	774 129	

Notes sur le compte de résultat**Charges et Produits exceptionnels****Résultat exceptionnel**

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 745	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	2 273 633	
Produits des cessions d'éléments d'actif		1 717 549
Ajustement des soldes fournisseurs		1 935
Ajustement du solde du compte courant Green Sciences	1 883	
TOTAL	2 277 262	1 719 484

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	133 576
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Gage sur véhicule</i>	<i>52 546</i>
<i>Caution solidaire en garantie du prêt souscrit par une filiale</i>	<i>987 504</i>
<i>Caution solidaire en garantie du prêt souscrit par une filiale</i>	<i>877 502</i>
<i>Caution solidaire en garantie du prêt souscrit par une filiale</i>	<i>4 933 333</i>
<i>Nantissement d'actions et parts sociales</i>	<i>1 283 120</i>
<i>Hypothèque en 2nd rang sur l'immeuble du siège social</i>	<i>1 120 739</i>
<i>Caution solidaire en garantie du prêt souscrit par une filiale</i>	<i>1 900 000</i>
Autres engagements donnés	11 154 744
Total	11 288 320
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit-Bail

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 48 369 EURO

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

6ème SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 4 000 000 EUROS

SIEGE SOCIAL : LYON (69007)

30 QUAI CLAUDE BERNARD

484 963 699 RCS LYON

<p>RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2019</p>
--

Chers Associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale, conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice social clos le 31 juillet 2019 et ayant eu une durée exceptionnelle de 13 mois ainsi que de ses perspectives d'avenir. A cette occasion, les comptes dudit exercice seront soumis à votre approbation.

Les convocations à la présente assemblée vous ont été adressées dans les formes et délais prévus par les statuts de la société et tous les documents et renseignements prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires vous ont été communiqués ou tenus à votre disposition, au siège social, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Les comptes annuels qui vous sont présentés ont été établis suivant les mêmes règles de présentation et méthodes d'évaluation que celles retenues pour l'exercice précédent.

ACTIVITE ET RESULTATS DE LA SOCIETE

L'activité et les résultats de notre société au cours de cet exercice social, d'une durée exceptionnelle de 13 mois, se présentent comme suit :

Résultat d'exploitation

L'activité durant l'exercice se traduit par un chiffre d'affaires de 11 346 232 euros et le total des produits d'exploitation s'élève à 12 250 959 euros, après prise en compte, des reprises sur amortissements et provisions et des transferts de charges pour 904 632 euros et des autres produits pour 95 euros.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 10 585 400 euros, dont 4 946 644 euros d'Autres achats et charges externes, faisant ainsi ressortir un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1 665 559 euros alors qu'il était bénéficiaire de 403 526 euros pour l'exercice précédent, soit une amélioration de 1 262 033 euros.

Résultat financier et résultat courant avant impôt

Le total des produits financiers s'élève à 1 670 790 euros et comprend, principalement, des produits de participations pour 1 105 531 euros et des reprises sur provisions et transferts de charges pour 556 084 euros.

Le total des charges financières s'élève à 2 351 119 euros et comprend uniquement des intérêts et charges assimilées versés au titre des dettes et emprunts.

Compte tenu du résultat financier déficitaire de 680 328 euros, le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 918 800 euros, contre un résultat courant avant impôt bénéficiaire de 5 280 536 euros pour l'exercice précédent.

Résultat exceptionnel et résultat net comptable

Le total des produits exceptionnels s'élève à 1 719 483 euros et comprend principalement des produits exceptionnels sur opérations en capital.

Le total des charges exceptionnelles, tenant compte notamment des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 3 628 euros et des charges exceptionnelles sur opérations en capital pour 2 273 633 euros, s'élève à 2 277 261 euros.

Compte tenu du résultat exceptionnel déficitaire de 557 778 euros et de l'impôt sur les sociétés pour 49 832 euros, les comptes de l'exercice se soldent par un bénéfice net comptable de 311 190,11 euros.

Ce résultat se trouve en diminution par rapport à l'exercice précédent pour lequel nous avons réalisé un bénéfice de 5 067 686 euros.

Animation du groupe

Notre croissance continue et notre société définit les grandes orientations stratégiques du groupe ; tant dans ses activités de promotion logements ou tertiaires, que dans ses activités de restructuration, réhabilitation de biens immobiliers, ou d'investissements dans d'autres que celui de l'immobilier.

Nos filiales ont respecté, au cours de l'exercice clos, les orientations qui avaient été précédemment définies par notre société.

Pour l'exercice en cours et les exercices suivants, nous vous proposons d'accentuer nos activités de promotions sur le logement et les entreprises (tertiaire) principalement sur les marchés situés géographiquement dans la région Rhône Alpes et à Paris. Pour développer ces activités de promotion nous construisons des équipes de personnes qualifiées sur ces zones géographiques.

Notre politique de financement des opérations immobilières reste inchangée. Nous privilégions les financements bancaires à chaque fois que cela est possible. Nous poursuivons activement nos recherches de nouveaux partenaires bancaires.

SITUATION DE LA SOCIETE

Le total de l'actif immobilisé net ressort à 10 794 565 euros.

Le total de l'actif circulant s'élève à 80 838 141 euros, dont 6 528 069 euros de valeurs mobilières de placement et de disponibilités.

Les acquisitions auxquelles il a été procédé au cours de cet exercice représentent un investissement de 679 457 euros.

Les sorties d'actif se sont élevées en valeur comptable brute à 2 683 316 euros et ont engendré une moins-value nette à long terme s'élevant à 556 084 euros.

Compte tenu du résultat de l'exercice, les capitaux propres s'élèvent à 21 830 903 euros et se décomposent comme suit :

	Exercice 31/07/2019 (13 mois)	Exercice 30/06/2018
Capital social	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 025	1 025
Réserve légale	400 000	400 000
Autres réserves	17 118 687	15 501 001
Résultat de l'exercice	311 190	5 067 686
	<hr/>	<hr/>
Capitaux propres	21 830 903	24 969 713

Au 31 juillet 2019, le total du bilan de la société s'élevait à 92 414 088 euros, contre 62 241 340 euros au titre de l'exercice précédent.

DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS
--

La Société n'a pas encore mis en place les outils nécessaires pour déterminer l'ensemble des informations devant figurer dans les tableaux sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients issus de la réglementation en vigueur.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT
(Article 223 quater du CGI)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, il vous est signalé que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 201 196 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 dudit code.

ACTIVITE ET ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE
ET DE DEVELOPPEMENT

1. **Activité de la société**

En tant que société holding, nos résultats sont directement liés à ceux de nos filiales et sont conformes au prévisionnel présenté aux associés.

Nous avons bénéficié d'un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) de 10 854 euros porté au crédit du compte « 699 - Crédits d'impôts ».

2. **Activités en matière de recherche et de développement**

Si ce n'est une recherche permanente de nouvelles méthodes d'exploitation pour mieux nous adapter au marché et mieux satisfaire nos clients, rien de particulier n'est à signaler.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Prises de participations et de contrôle

Conformément à l'article L. 233-6, alinéa 1 du Code de Commerce, il est porté à votre connaissance que notre société a pris ou modifier ses participations dans le capital de sociétés civiles ou commerciales situées sur le territoire de la République française au cours de l'exercice, savoir :

1. Acquisition de nouvelles participations

- Souscription au capital de la SNC 13 JOSESABIN à hauteur de 5% du capital le 30 juillet 2018
- Souscription au capital de la SCI CMR à hauteur de 2% du capital le 23 novembre 2018
- Souscription au capital de la SNC JOSESURESNES à hauteur de 5% du capital le 28 novembre 2018
- Souscription au capital de la SCCV BUSTARIA à hauteur de 10% du capital le 28 février 2019
- Souscription au capital de la SCCV M2CORPS à hauteur de 1% du capital le 18 juin 2019

2. Augmentation de ses participations dans le capital de ses filiales

- Acquisition de 800 actions de la société SAS REAL ESTATE en date du 28 février 2019

3. Réduction de ses participations dans le capital de ses filiales

- Cession de l'intégralité des participations détenues dans le capital de la société JOSEGODO en date du 7 juillet 2018
- Remboursement de 10 parts sociales détenues dans la SCI GRAMMONT suite à la réduction du capital sociétal en date du 31 août 2018.

Il vous est précisé qu'en date du 27 mars 2019 la société LES ECO CONCEPTEURS dans laquelle nous détenons 370 parts sociales a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés.

Activité des filiales et participations

Nous vous rappelons que notre société détient, à la clôture de l'exercice, des participations dans les filiales et sociétés suivantes :

1. Société ayant une activité de transaction immobilière

Entreprise détenue	Forme sociale	Date de Cloture	% de détention	Chiffre d'affaires	Résultat
GEME SENS IMMOBILIER	SAS	31/12/2018	85	553 025	24 505

2. Sociétés ayant une activité de promotion immobilière

GEME SENS PROMOTION	SAS	31/12/2018	80	2 329 616	1 397 449
HAIKU	SCCV	31/10/2018	3	6 241 342	1 251 895
LE JARDIN DE SAPPORO	SCCV	31/12/2018	5	9 012 763	712 243
PIERRE DOREE	SCCV	31/10/2018	5	-	1 461
VIA VERDI	SCCV	31/10/2018	5	260 000	11 883
VICTOIRE	SCCV	31/10/2018	2	9 695 644	948 464
LUMIERE	SCCV	43404	5	32000	-242628
GRENELLE DUUVIVIER	SCCV	43404	5	0	0
GEME SENS IMMOBILIER ENTREPRISES	SAS	43465	80	2813135	14878288
GEME SENS IMMOBILIER PARIS	SAS	43465	80	834942	1111998
GEME SENS REAL ESTATE	SAS	43465	80	2566117	1615527

3. Sociétés ayant une activité d'acquisition, restructuration, rénovation et vente d'immeubles

COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIERE	SAS	31/12/2018	100	18 170 770	1 637 534
KEYS	SAS	31/12/2018	51	3 896 719	388 580
GEME SENS IMMOBILIER DEVELOPPEMENT	SAS	31/12/2018	50	210 000	217 274
BUREAU DE L'ETANG	SARL	31/10/2018	20	2 022 348	375 498
13 ALPHONSE DE NEUVILLE	SNC	31/10/2018	5	-	-

4. Sociétés ayant une activité d'acquisition et location

GATAR	SCI	31/12/2018	20	313 648	34 605
GRAMMONT	SCI	31/12/2018	10	152 473	315 358
CLAUDE BERNARD	SCI	31/12/2018	5	366 832	104 427

5. Sociétés ayant une activité de financement et partage de marge

GEME SENS PARTICIPATION	SAS	31/12/2018	80	-	584 094
FINANCIERE RICHERENCHES II	SAS	31/12/2018	8	-	-
FINANCIERE RICHERENCHES	SA	31/12/2018	5	-	-
GRENELLE	SEP	31/12/2018	20	13 067 117	2 923 571

6. Autres activités

SOIERIES CANOVA	SAS	31/12/2019	100	-	-
ANAHOME INVESTISSEMENT	SAS	31/12/2018	3	-	220 519
HI INOV	SAS	31/12/2018	NS	non communiqué	non communiqué
MOES DVPT	SA	31/12/2018	NS	non communiqué	non communiqué

CAPITAL SOCIAL

- Modifications au cours de l'exercice et depuis la clôture de l'exercice

Aucune autre modification que la décision de modifier la date de clôture de la société du 30 juin 2019 au 31 juillet 2019, n'est intervenue au cours et depuis la clôture de cet exercice.

- Actions d'autocontrôle

Néant

- Actions auto détenues

Néant

- Etat de la participation des salariés au capital

Il est rappelé que lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 2016, les associés de la société ont rejeté le projet d'augmentation de capital réservée aux salariés.

- Option d'achat ou de souscription d'actions

Néant

- Comité d'entreprise

Néant

<p style="text-align: center;">EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET MODIFICATIONS STATUTAIRES INTERVENUS EN COURS D'EXERCICE</p>
--

Evénements significatifs

Nous vous rappelons qu'au cours de l'exercice social nous avons décidé de modifier la date de clôture de l'exercice social de notre société. Notre exercice social sera ouvert à compter du 1^{er} aout de chaque année pour se terminer le 31 juillet de l'année suivante.

Modifications statutaires

Les statuts de la société ont été mis à jour de la modification de date de clôture de l'exercice social.

<p style="text-align: center;">EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT</p>

Aucun événement important n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport.

<p style="text-align: center;">EVOLUTION PREVISIBLE - PERSPECTIVES</p>

Notre activité de holding animateur du Groupe se poursuit.

Le comité stratégique se réunit très régulièrement et communique les instructions stratégiques à toutes les filiales. Ces dernières les acceptent et agissent pour leur mise en œuvre et leur respect.

La politique de Groupe mise en place par notre société consiste à déterminer les orientations stratégiques du groupe, à savoir notamment le développement de nos filiales, les investissements, les désinvestissements, les prises ou cessions de participations, l'endettement, les orientations économiques ou encore la stratégie commerciale.

Nous constatons que notre activité d'animation de chacune de nos filiales est efficace puisque leur développement se poursuit et leurs résultats à la clôture de l'exercice en cours devraient être satisfaisants.

<p style="text-align: center;">AFFECTATION DU RESULTAT</p>

Il vous est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 311 190,11 euros, en totalité aux associés à titre de dividendes et de prélever une somme de 3 138 809,89 euros sur le poste « Autres Réserves » à titre de complément de dividendes ; la somme globale mise en distribution sera donc de 3 450 000 euros.

Ainsi, chaque action recevrait un dividende de 1,725 euros, entièrement éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° et 4° du C.G.I.

Les dividendes seraient mis en distribution dans les 90 jours à compter du jour de l'assemblée.

**DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES
DEJA INTERVENUES**

Conformément aux dispositions légales, il est porté à votre connaissance que les distributions de dividendes intervenues au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

EXERCICES	DIVIDENDES	
	Eligibles à l'abattement de 50 ou 40 %	Non éligibles à l'abattement de 50 ou 40 %
30 juin 2018	3 450 000	
30 juin 2017	3 450 000	
30 juin 2016	0	

**CONTROLE DES CO-COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

Il vous sera également donné lecture des rapports des co-commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et de leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce.

RESOLUTIONS PROPOSEES

Vous trouverez en annexe du présent rapport, outre le tableau des filiales et participations, le texte des résolutions qui vous sont soumises.

Par avance, votre Président et vos Directeurs Généraux vous remercient de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pendant l'exercice écoulé.

Le Président



6ème SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT

**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 4 000 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : LYON (69007)
30 QUAI CLAUDE BERNARD**

—
484 963 699 RCS LYON
—

**AFFECTATION DU RESULTAT ADOPTEE
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 17 DECEMBRE 2019**

Exercice clos le 31 juillet 2019

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 311 190,11 euros, en totalité aux associés à titre de dividendes.

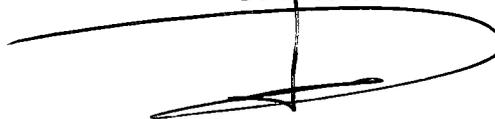
L'assemblée générale décide en outre de prélever une somme de 3 138 809,89 euros sur le poste « Autres Réserves » à titre de complément de dividendes ; la somme globale mise en distribution sera donc de 3 450 000 euros.

Ainsi, chaque action recevra un dividende de 1,725 euro, entièrement éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° et 4° du C.G.I.

Les dividendes seront mis en distribution dans les 90 jours à compter de ce jour.

Certifié conforme

Le Président



6^{ème} SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée
au capital de 4 000 000 euros
Siège social : 30, Quai Claude BERNARD
69007 LYON

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 JUILLET 2019

MAZA SIMOENS
Commissaire aux comptes
26 rue Raspail
69600 OULLINS

CABINET NONIS
Commissaire aux comptes
22 avenue Lionel Terray
69330 JONAGE

MAZA SIMOENS
Commissaire aux comptes
26 rue Raspail
69600 OULLINS

CABINET NONIS
Commissaire aux comptes
22 avenue Lionel Terray
69330 JONAGE

6^{ème} SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée
au capital de 4 000 000 euros
Siège social : 30, Quai Claude BERNARD
69007 LYON

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 JUILLET 2019

A l'assemblée générale de la Société par actions simplifiée 6ème SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société par actions simplifiée 6ème SENS IMMOBILIER INVESTISSEMENT relatifs à l'exercice de 13 mois clos le 31 juillet 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 juillet 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des titres de participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévu à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L441-6-1 dudit code, sont incomplètes dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Oullins et Jonage,
le 2 décembre 2019

Les Commissaires aux Comptes



MAZA SIMOËNS

Benjamin SCHLICKLIN



Pour CABINET NONIS

Julien PANAFIEU

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.